RAPPORT ANNUEL 2010-2011

État des réalisations axé sur les résultats

MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 41 DE LA

LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

CONDITION FÉMININE CANADA

Table des matières

Renseignements généraux 3

Sommaire des progrès réalisés par Condition féminine Canada en 2010-2011 5

Plan de communication 6

Signatures 7

Annexes 8

1. Sigles et acronymes 8
2. État des réalisations. 8
3. Initiatives lancées par des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire. 8

Renseignements généraux

Ministère ou organisme fédéral	Condition féminine Canada Édifice MacDonald 123, rue Slater, 10e étage Ottawa (Ontario) K1P 1H9 www.cfc-swc.gc.ca
Ministre responsable	**L'honorable Rona Ambrose**
Haute fonctionnaire responsable de la mise en œuvre de la partie VII de la LLO	Suzanne Clément Coordonnatrice et chef d'organisme Condition féminine Canada.
Mandat de l'organisme fédéral	Le mandat de Condition féminine Canada (CFC) consiste à « coordonner les politiques relatives à la situation de la femme et gérer les programmes qui s'y rattachent ». CFC est un organisme fédéral qui favorise la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et démocratique du Canada. Son travail vise à faire progresser l'égalité des sexes et à éliminer les obstacles à la participation des femmes à la société, en mettant l'accent sur l'accroissement de leur sécurité économique et sur l'élimination de la violence à leur endroit.
Coordonnatrice nationale responsable de la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO	Yannick Raymond, directrice régionale Région de l'Ontario Courriel : Yannick.Raymond@cfc-swc.gc.ca

Coordonnatrices régionales

Suzanne Lacroix, directrice régionale par intérim
Pacifique, Ouest, Prairies et Nord
Highfield Place
10010-106 Street NW
Bureau 1001
Edmonton (Alberta)
T5J 3L8
Courriel : Suzanne.Lacroix@cfc-swc.gc.ca

Yannick Raymond, directrice régionale
Ontario
Édifice MacDonald
123, rue Slater, 10e étage
Ottawa (Ontario)
K1P 1H9
Courriel : Yannick.Raymond@cfc-swc.gc.ca

Jill Varley, directrice générale
Québec et Nunavut
1564, rue St-Denis
Montréal (Québec)
H2X 3K2
Courriel : Jill.Varley@cfc-swc.gc.ca

Nicole T. Bujold, directrice régionale
Atlantique
33, rue Weldon, bureau 230
Moncton (Nouveau-Brunswick)
E1C 0N5
Courriel : Nicole.Bujold@cfc-swc.gc.ca

Sommaire des progrès réalisés par Condition féminine Canada en 2010-2011

Condition féminine Canada (CFC) attache une importance capitale à la promotion de l'anglais et du français au pays. Plusieurs initiatives démontrent d'ailleurs son engagement à promouvoir l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) à la grandeur du Canada.

CFC s'est ainsi assuré que la conférence internationale *Monde des femmes 2011,* qui aura lieu à Ottawa en juillet 2011, se déroule dans les deux langues officielles du pays. Depuis trois ans, CFC travaille avec le comité organisateur afin que les préoccupations des Canadiennes marginalisées, et particulièrement celles vivant dans les CLOSM, soient prises en compte dans le cadre de cette conférence. CFC a accordé, par l'entremise de son Programme de promotion de la femme (PPF), un financement d'un million de dollars au projet *Les femmes se préparent au forum*. La phase préparatoire de ce projet a permis à 104 organismes et à près de 2 000 femmes de développer leur leadership. Par voie de conséquence, près de 200 femmes des CLOSM venant d'un bout à l'autre du pays participeront à la conférence.

Toujours dans le cadre du PPF, CFC a octroyé près de trois millions de dollars aux groupes de femmes dans les CLOSM. Les différents projets financés ont pour but d'améliorer la situation économique des femmes, de favoriser leur participation aux instances démocratiques ou de diminuer la violence systémique dont elles sont victimes. Par exemple, l'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes a reçu un financement de 539 000 $ pour lutter contre la violence systémique faites aux femmes francophones dans toute leur diversité en Ontario.

L'annexe 3 présente un échantillonnage de projets que CFC a financés aux termes de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* (LLO).

CFC poursuit son dialogue avec les CLOSM afin de cerner leurs besoins émergents et ainsi mieux les servir. CFC a participé à des activités telles que la journée *Dialogue au féminin 2010,* tenue au Nouveau-Brunswick, et aux ateliers sur l'immigration francophone à travers le pays dans le cadre de la conférence nationale *Métropolis 2011*. Lorsqu'il y a lieu, CFC siège aux comités directeurs de l'immigration francophone, qui ont été mis sur pied par Citoyenneté et Immigration Canada.

CFC a également contribué à promouvoir la vitalité des CLOSM par le biais d'activités internes de sensibilisation, par la diffusion d'information sur le PPF et par le financement accordé aux CLOSM pour les aider à faire la promotion de leurs projets.

Plan de communication

Liste de distribution

- Personnel de CFC;
- Membres du Comité des sous-ministres responsables des langues officielles;
- Membres du Comité permanent de la Chambre des communes sur les langues officielles;
- Membres du Comité permanent du Sénat sur les langues officielles;
- Commissaire aux langues officielles;
- Groupes et organismes des CLOSM aux échelons national, régional et local.

Ce document est disponible en version téléchargeable sur le site Web de CFC

(http://www.cfc-swc.gc.ca/pbs/index_f.html)

Signatures

_____ _____

Linda Savoie Date
Directrice Générale
Condition féminine Canada

_____ _____

Suzanne Clément Date
Coordonnatrice et chef d'organisme
Condition féminine Canada

Annexes

1. Sigles et acronymes.
2. État des réalisations.
3. Initiatives lancées par des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire.

Annexe 1

Sigles et acronymes

ACFO	Association canadienne-française de l'Ontario
AFO	Assemblée de la francophonie de l'Ontario
CFC	Condition féminine Canada
CLOSM	Communautés de langue officielle en situation minoritaire
FLOSM	Femmes de langue officielle en situation minoritaire
LLO	Loi sur les langues officielles
LO	Langues officielles
N.-B.	Nouveau-Brunswick
PPF	Programme de promotion de la femme

Annexe 2

État des réalisations

A.SENSIBILISATION (activités internes)

Activités de formation, d'information, d'orientation, de sensibilisation ou de communication et autres activités menées **à l'interne** dans le but de sensibiliser le personnel et les cadres de direction de l'organisme à la dualité linguistique et aux priorités des CLOSM; accords de rendement des cadres de direction et programme de reconnaissance; prise en compte du point de vue des CLOSM dans la recherche, les études et les enquêtes.

Résultat visé : Réalisation de changements durables dans les organismes fédéraux en ce qui concerne la culture organisationnelle; le personnel et la direction connaissent et comprennent leurs responsabilités concernant l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* et les CLOSM.		
Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	**Extrants**	**Indicateurs de mesure du résultat**
Les nouvelles employées et nouveaux employés sont informés des obligations découlant de LLO, ainsi que de leurs responsabilités à l'égard de la mise en œuvre de l'article 41. On profite des réunions hebdomadaires du personnel pour faire valoir les avantages qui découlent de la mise en œuvre de l'article 41, de la dualité linguistique et des réunions bilingues.	Utilisation des outils, affiches et documents dans les deux LO; services dans les deux LO Diffusion du *Bulletin 41-42* Inclusion d'un exemple de projet financé par le CFC en Atlantique dans le document *Coup d'œil sur l'article 41 de la* Loi sur les langues officielles *(LLO)*	Le personnel de tous les niveaux est conscient de ses responsabilités envers les CLOSM en vertu de l'article 41. La majorité des réunions à CFC se déroulent dans les deux LO.

Petits-déjeuners francophones organisés par le champion des LO.	Discussions en français	Le personnel anglophone s'exprime avec plus de facilité et de confiance en français.
Lancement officiel le 9 septembre 2010 de la vidéo *Osez! Dare!* produite par le Conseil du Réseau des champions des langues officielles.	Projection de la vidéo *Osez! Dare!*	Le personnel est sensibilisé à l'importance d'utiliser les deux LO au travail.
Exposition *Déjà vu : 40 ans de langue et de rire en caricatures politiques* présentée à tout le personnel lors d'un déjeuner soulignant les Rendez-vous de la Francophonie et le 40e anniversaire de la LLO.	Exposition des caricatures à CFC pendant une semaine	Le personnel apprend sur les évènements marquants et les débats politiques qui ont façonné notre rapport aux LO depuis l'adoption de la LLO.
Minicampagne d'information sur les LLO.	Diffusion de 10 faits sur la LLO : « Saviez-vous que? »	Le personnel est mieux informé sur la LLO.
Distribution d'un cyberbulletin des langues officielles à tout le personnel.	Bulletin *Au-delà des mots/Beyond Words*	Information continue qui rappelle au personnel la LLO.
Le 28 avril 2011 Graham Fraser, commissaire aux langues officielles, anime une discussion informelle bilingue intitulée « Lire, rédiger et interagir dans la langue officielle de son choix » à l'École de la fonction publique du Canada.	Le commissaire a présenté ses recommandations sur le *Profil de compétences en leadership axé sur les langues officielles*, dont les grandes lignes sont exposées dans le rapport *Au-delà des réunions bilingues : comportements en leadership des gestionnaires*	Les gestionnaires apprennent des stratégies qui les aident à créer un milieu de travail propice à l'usage des deux LO et découvrent un outil d'autoévaluation créé pour eux et leurs équipes.

Planification stratégique atlantique annuelle (2010-2011) qui tient compte de la diversité des CLOSM et de leur répartition géographique. Des employées du bureau de l'Atlantique ont participé à la Journée en dialogue avec la communauté, organisée dans le cadre de la Semaine des LO 2011. Au programme : des ateliers et exposés sur les pratiques exemplaires de trois ministères (Agence de promotion économique du Canada atlantique, Transports Canada et Santé Canada). Maintient du Réseau sur les LO de CFC. Des membres du personnel ont participé à une séance de formation sur TERMIUM.	Planification stratégique adaptée à la réalité linguistique Rapport et notes Exemples concrets de pratiques exemplaires et de mesures positives Guide d'animation d'ateliers Liste de participantes et participants pour réseautage Trois rencontres Échanges Guide d'utilisation	Des stratégies de développement sont créées afin de rejoindre les CLOSM dans les quatre provinces atlantiques et une attention particulière est accordée à la question des LO lors de l'analyse des projets par le comité régional d'examen des demandes de subventions et contributions. En plus d'animer un atelier avec 10 fonctionnaires, la directrice régionale et les employées ont échangé avec 29 ministères au sujet des pratiques exemplaires et mesures positives que CFC pourrait utiliser ou adapter en Atlantique. Diffuser les pratiques exemplaires et mesures positives. Organisation d'activités de sensibilisation pour les membres du personnel. Meilleure connaissance et utilisation des outils de travail pour la traduction.

B. CONSULTATIONS (Partage d'idées et d'information avec les CLOSM)

Activités (p. ex. : comités, discussions et réunions) par lesquelles l'institution fédérale consulte les CLOSM et échange ou dialogue avec elles pour cerner leurs besoins et leurs priorités ou pour comprendre les incidences possibles sur leur développement; activités (p. ex. : tables rondes, groupes de travail) pour explorer les possibilités de collaboration dans le cadre du mandat actuel de l'institution fédérale ou dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau programme ou d'une nouvelle politique; participation à des consultations auprès des CLOSM coordonnées par d'autres instances gouvernementales; consultations des CLOSM par les bureaux régionaux pour connaître leurs préoccupations et leurs besoins.

Résultat visé : Établissement de liens durables entre les organismes fédéraux et les CLOSM; les organismes fédéraux et les CLOSM comprennent leurs besoins et leurs mandats respectifs.		
Exemples d'activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	**Extrants**	**Indicateurs de mesure du résultat**
Séances d'information offertes dans la langue officielle minoritaire par conférence téléphonique ou en personne avec une variété de groupe.	Discussions sur les enjeux reliés à l'élimination de la violence faite aux femmes, à la prospérité et à la sécurité économiques des femmes ainsi qu'à leur accès au pouvoir au sein de la société	Nombreux contacts établis ou rétablis, courriels et demandes d'aide technique ayant ensuite été reçus d'organismes intéressés à présenter une demande de subvention. Demandes d'information par téléphone dans la langue officielle minoritaire. Croissance importante du nombre de renseignements généraux envoyés aux groupes œuvrant dans la langue officielle minoritaire.

Des employées du bureau de l'Atlantique ont participé à la Journée en dialogue avec la communauté, organisée dans le cadre de la Semaine des LO 2011. Le Forum de concertation des organismes acadiens du N.-B. y a présenté son Plan de développement global de l'Acadie au N.-B., tandis que le directeur exécutif régional de Patrimoine canadien a présenté le plan directeur de la Table d'échange et de concertation communautaire et gouvernementale – N.-B. Le tout a été suivi d'ateliers, grâce auxquels 85 fonctionnaires et 30 porte-parole de la communauté francophone ont amorcé un dialogue.	Plan de développement de l'Acadie 2010-2015 accessible aux fonctionnaires Exposés, rapport et notes Exemples de pratiques exemplaires et de mesures positives à utiliser avec les groupes francophones Liste de participantes et participants pour réseautage/documentation	En plus d'animer un atelier pour 15 personnes (fonctionnaires et porte-parole de la communauté francophone), la directrice régionale et les employées ont échangé sur les besoins et attentes de la communauté francophone lors des ateliers dirigés. Ce qui a été appris pourra être utilisé ou adapté par CFC en Atlantique. Cette activité a aussi permis une meilleure compréhension des enjeux et défis que la communauté francophone rencontre et les solutions qu'elle préconise.

C. COMMUNICATIONS (transmission d'informations aux CLOSM)

Activités externes de communication visant à informer les CLOSM des activités, des programmes et des politiques de l'organisme et à promouvoir le caractère bilingue du Canada; inclusion des CLOSM dans toutes les listes d'information et de distribution; utilisation du site Web de l'organisme pour communiquer avec les CLOSM

Résultat visé : La culture des CLOSM reflète une compréhension du mandat de l'organisme fédéral; les CLOSM reçoivent des renseignements pertinents et à jour sur les programmes et les services de l'organisme fédéral.		
Exemples d'activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	**Extrants**	**Indicateurs de mesure du résultat**
Des numéros sans frais et des adresses électroniques permettent aux FLOSM de tout le pays de communiquer avec le personnel de CFC et d'avoir accès à des nouvelles régulières ou pertinentes sur des sujets qui les concernent. Envoi de courriels informatifs dans les deux LO à la clientèle de CFC. Offre active en personne, au téléphone, par courriel et dans les messages vocaux. Des séances d'information sur les modalités de financement, le mandat et les objectifs du PPF ont été	Appels réguliers aux numéros sans frais Site Web Lignes directrices Guide d'information et formulaires de demande de financement	Types d'informations stratégiques échangées avec les groupes de femmes et leurs partenaires en situation minoritaire. Les documents sont présentés dans les deux langues officielles. Les documents et les messages sont dans les deux LO. Augmentation des demandes de financement en provenance de groupes francophones.

présentées. CFC assure une communication continue avec les CLOSM à travers le pays. CFC aide les groupes à faire connaître leurs activités. CFC finance les groupes pour les aider à promouvoir leurs projets.	Listes de projets Rencontres Personnel conscient de l'importance de l'offre active et de la partie VII de la LLO Invitations Conférences téléphoniques Suivi Courriels Appels téléphoniques	Les groupes reçoivent rapidement une réponse à leurs questions et des mises à jour sur les activités de CFC. Un plus grand nombre de personnes profitent des projets.

D. COORDINATION ET LIAISON

(N'inclut pas le financement – Coordination à l'interne et liaison avec d'autres institutions gouvernementales)

Activités de coordination (recherches, études, réunions, etc.) menées par l'institution fédérale elle-même avec d'autres institutions fédérales ou d'autres ordres de gouvernements; participation à des activités organisées par d'autres institutions fédérales, d'autres ordres de gouvernements, etc.; participation des divers responsables des LO (championnes et champions, coordonnatrices ou coordonnateurs nationaux et régionaux, etc.) à divers forums gouvernementaux.

Résultat visé : Collaboration avec de multiples partenaires afin d'accroître le développement et la vitalité des CLOSM et de diffuser les pratiques exemplaires.		
Exemples d'activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	**Extrants**	**Indicateurs de mesure de résultat**
Discussions avec les partenaires fédéraux dans le cadre des rencontres des différents conseils fédéraux ou de leurs partenaires.	Échange d'information	Meilleure connaissance des enjeux des autres ministères.
Participation du champion des LO à la Journée de la dualité linguistique qui a eu lieu le 9 septembre 2010.	Discussions sur l'importance de promouvoir et d'utiliser les deux LO au travail	Le champion contribue à l'avancement du Programme des langues officielles.
CFC a participé aux différents forums organisés par le Réseau de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO).	Conférences et discussions	Meilleure compréhension des enjeux auxquels font face les CLOSM en Ontario.
CFC a participé aux réunions organisées par Citoyenneté et Immigration Canada (quatre réunions par année).	Conférences et discussions	Connaissance accrue des enjeux propres aux immigrantes francophones en Ontario.

Participation aux journées d'avant-congrès sur l'immigration francophone à travers le pays, dans le cadre de la 13e conférence nationale Métropolis en mars 2011, à Vancouver.	Séances plénières, tables rondes et ateliers au cours desquels ont eu lieu des conférences animées par des spécialistes des questions reliées au phénomène migration-immigration	Connaissance accrue des tendances en immigration, des conséquences sociales, environnementales et économiques de l'immigration, des enjeux qui découlent de la constante évolution des migrations mondiales, ainsi que des répercussions de cette immigration au Canada.
CFC participe à la construction et à la mise en œuvre du *Plan stratégique communautaire de l'Ontario français 2011-2016* dans le cadre des « conversations communautaires » du président de l'AFO.	Ces rencontres et échanges formels entre les communautés francophones de l'Ontario ont eu lieu à Mississauga, London, Ottawa et Sudbury	La mise en œuvre du plan stratégique est facilitée et le président de l'AFO comprend mieux la réalité des principaux acteurs de la francophonie locale et régionale, ainsi que les enjeux auxquels ils font face quotidiennement.
CFC a participé aux activités de l'Union culturelle des Franco-Ontariennes (UCFO) au cours de l'année. Notamment le 75e anniversaire de l'UCFO dans le cadre de la 35e assemblée générale annuelle, sous le thème « Femme d'abord, Femme à bord ».	Exposés, ateliers, échanges et discussions	Permet de mieux faire connaître aux femmes francophones des milieux ruraux de l'Ontario le mandat de CFC en ce qui concerne la prévention de la violence envers les femmes, la sensibilisation à cette violence et l'indépendance économique des femmes.

Participation aux rencontres du sous-comité directeur de l'immigration francophone en situation minoritaire. Cette rencontre réunissait des représentantes et représentants de CFC, de Citoyenneté et Immigration Canada, de Patrimoine canadien, de Santé Ontario, d'Aide juridique Ontario, d'Affaires civiques et Immigration Ontario, de l'Office des affaires francophones, de la Chambre économique de l'Ontario, des réseaux de soutien à l'immigration francophone (Réseau de l'Est, Réseau Centre-Sud-Ouest et Réseau du Nord), de l'AFO , du Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Ontario et de l'Union provinciale des minorités raciales et ethnoculturelles francophones. Y assistaient également deux membres communautaires.	Exposés des réseaux d'immigration francophone en situation minoritaire Questions-réponses	Les participants et participantes connaissent : les initiatives récentes des membres du sous-comité; les activités récentes et les enjeux stratégiques des réseaux (bilans et perspectives, tendances, défis et possibilités); les conditions gagnantes pour favoriser l'intégration socioéconomique des personnes immigrantes à la société d'accueil, notamment en milieu minoritaire.

Participation aux rencontres des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux et régionaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41 dans les communautés d'expression anglaise du Québec (CEAQ).	Ateliers de discussions et d'échanges	Les coordonnatrices et coordonnateurs sont mieux informés du contexte particulier de la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO au Québec, ainsi que de la réalité des groupes anglophones et allophones qui y vivent en situation minoritaire; la communication est améliorée entre les responsables fédéraux des niveaux national et régional.
CFC soumet un rapport faisant état de ses initiatives au profit des CEAQ.	Rapport qui fera partie du document de travail pour la réunion du 16 juin	CFC sera mieux préparé à participer à la rencontre du 16 juin 2011, qui réunira l'ensemble des communautés anglophones et allophones du Québec. Il y sera question des initiatives fédérales qui touchent les CEAQ.
Présentation de l'équipe de concertation interministérielle de Patrimoine canadien au Comité de gestion élargi.	Présentation	L'équipe de gestion sera mieux informée des politiques, programmes et initiatives relatives à la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO. Meilleure connaissance de l'article 41 et des attentes à l'égard des gestionnaires

Dissémination de l'information nécessaire pour travailler plus efficacement avec les FLOSM.	Document de travail	Fait connaître l'appui que les organismes des CEAQ ont reçu du Fonds communautaire pour les femmes et du Fonds de partenariat pour les femmes. Par exemple, le financement de CFC a aidé le Quebec Community Groups Network à augmenter la participation sociale et économique des jeunes filles vivant en milieu rural.
	Guide de Patrimoine canadien intitulé *Langues officielles – Développement des communautés et dualité linguistique* remis à chacune des coordonnatrices régionales	Preuve de l'intervention stratégique de CFC relativement à l'article 41 de la LLO dans le cadre de consultations ou de réunions gouvernementales à l'échelon local, régional et national.

Représentation et participation de la directrice régionale de l'Atlantique à titre de responsable pour la partie VII. Participation au comité sur l'immigration francophone au N.-B. Participation aux rencontres et conférences téléphoniques des sous-comités des quatre conseils fédéraux de l'Atlantique qui sont responsables des langues officielles.	Échange d'information et de pratiques exemplaires entre les membres des comités interministériels Réunions Discussions continues Consultations avec des homologues sur les parties IV, V et VII Quatre rencontres (réunions et conférences téléphoniques), ordres du jour et comptes rendus Liste de participantes et participants fédéraux-provinciaux Rencontres trimestrielles régulières en français; produits et outils d'information bilingues; échange d'information ou de pratiques	Diffusion de l'information et des pratiques exemplaires. Meilleure connaissance des enjeux et défis; accès plus facile à l'information et réseautage. Les participants et participantes sont conscientisés aux besoins spécifiques des FLOSM. Importance et avantages de considérer les FLOSM dans les dossiers de l'immigration francophone au N.-B. Meilleure diffusion de l'information, des pratiques exemplaires et des mesures positives.

Participation au comité organisateur de la Semaine des LO au N.-B.	Réseautage, apprentissage	Participation accrue du personnel de CFC aux activités de la semaine au N.-B. Échange d'information entre collègues.
Participation à la Table d'échange et de concertation communautaire et gouvernementale – N.-B.	Partage de bonnes pratiques Collaboration Trois rencontres ont eu lieu	Meilleure connaissance des dossiers des groupes francophones, notamment celui de l'alphabétisation en français; prise en compte de leurs besoins multiples et grandissants dans l'exécution de notre mandat à CFC.

E. FINANCEMENT ET PRESTATION DE PROGRAMMES

Mise en œuvre des programmes et prestation des services de l'institution fédérale; financement, seule ou en collaboration avec d'autres institutions fédérales, de projets des CLOSM; intégration des besoins des CLOSM à la prestation des programmes et services de l'institution fédérale.

Résultat visé : Les CLOSM font partie de la clientèle courante de l'organisme fédéral et bénéficient d'un accès adéquat à ses programmes et services; les besoins des CLOSM (p. ex. : leur dispersion géographique et les occasions de développement) sont pris en considération.		
Exemples d'activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	**Extrants**	**Indicateurs de mesure du résultat**
Offrir une aide technique (expertise) et financière aux projets des CLOSM.	Information adéquate Disponibilité d'outils Formulaires conçus et utilisés Financement accordé Suivis et rencontres pour développement	Au bureau régional du Québec et du Nunavut, des demandes ont été présentées dans la langue officielle minoritaire. Des projets anglophones présentés ont été sélectionné pour financement. Poursuite des projets en cours qui touchent des communautés anglophones du Québec.

	Projets qui produisent des résultats provinciaux et locaux Travail de développement avec les groupes francophones et demandes de financement reçues d'eux dans les quatre provinces atlantiques Travail en partenariat Rencontres et conférences	

F. REDDITION DE COMPTES

Activités par lesquelles l'institution fédérale intègre son travail de mise en œuvre de l'article 41 de la LLO à ses mécanismes de planification et de reddition de comptes (p. ex. : Rapport sur les plans et priorités, Rapport ministériel sur le rendement, plan d'activité et État des réalisations axé sur les résultats – Mise en œuvre de l'article 41 de la LLO); évaluations et vérifications internes des programmes et des services; examen régulier des programmes et des services ainsi que des politiques par les cadres de direction de l'institution pour assurer la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO.

Résultat visé : Pleine intégration de la perspective des CLOSM et de l'article 41 de la LLO aux politiques, programmes et services de l'organisme; la structure de responsabilisation, les évaluations internes et les examens des politiques permettent de déterminer la façon de mieux intégrer la perspective des CLOSM.		
Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat attendu	**Extrants**	**Indicateurs de mesure du résultat**
Mise à jour annuelle et diffusion de l'état des réalisations de CFC, ainsi que de son plan d'action pluriannuel pour la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO.	État des réalisations et plan d'action pluriannuel concernant la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO à CFC	Mise à jour sur les activités réalisées et détermination des actions potentielles à accomplir.

Annexe 3

Initiatives lancées par des groupes de femmes de langues officielles en situation minoritaire

NATIONAL

Fondation filles d'action **407 262 $**

Young Women: Learning and Leading for Change
[Jeune femme : apprends à engendrer le changement]

Le projet triennal permettra à des filles et à des jeunes femmes d'acquérir les compétences requises pour jouer un rôle de chef de file dans leur communauté. À la conclusion du projet, 1 000 jeunes femmes auront participé à des activités visant à renforcer leur aptitude à mener, ainsi qu'à accroître leurs connaissances dans trois domaines : 1) prévention de la violence; 2) sécurité et prospérité économiques; 3) accès aux postes de responsabilité et participation à la vie démocratique. Sous la direction de 50 de leurs pairs, ces jeunes femmes prendront ensuite part à un projet local innovateur visant à améliorer la situation des filles et des femmes dans leur milieu. Dans la foulée de ces activités locales, la situation des filles et des femmes sera améliorée dans 30 collectivités en Colombie-Britannique, au Yukon, au Québec, dans les Territoires du Nord-Ouest et en Ontario. De plus, 40 femmes d'organismes communautaires auront les compétences et les outils nécessaires pour animer des programmes locaux d'apprentissage de la responsabilité à l'intention des jeunes filles marginalisées dans ces collectivités.

Le processus de recherche et de sélection des participantes favorise notamment la participation de celles qui appartiennent à une communauté de langues officielles en situation minoritaire. C'était le cas de 20 % des participantes au programme d'apprentissage de la responsabilité et aux activités de mentorat, parmi lesquelles on comptait trois jeunes femmes francophones de l'Ontario et du N.-B., ainsi qu'une anglophone du Québec. Par ailleurs, 30 % des groupes ayant participé à la formation des formatrices offerte aux organismes communautaires faisaient partie de CLOSM, soit : quatre groupes anglophones du Québec et trois groupes francophones du Yukon, du N.-B. et de l'Ontario.

Initiative nationale pour le soin des personnes âgées (NICE) **390 227 $**

Older Women and Financial Literacy: Bridging the Income Gap
[L'éducation financière des aînées : pour combler le fossé économique]

Ce projet national d'une durée de deux ans vise à promouvoir la sécurité économique de 468 femmes âgées de 55 ans et plus en améliorant leur éducation financière. Les aînées concevront et animeront 12 ateliers pilotes de deux jours dans quatre organismes communautaires à Vancouver, à Toronto et à Montréal. Le projet proposé : 1) vise spécifiquement les aînées, en particulier les femmes seules et les immigrantes, dont la situation économique est la plus précaire; 2) utilise un modèle de « formation des formatrices »; et 3) comprend la création d'une trousse d'éducation financière complète. Cette trousse comprendra les éléments suivants : a) établissement d'un plan financier personnalisé; b) optimisation des pensions et des prestations gouvernementales; c) adoption de pratiques bancaires efficaces; d) étude des aspects juridiques des finances personnelles; et e) prévention de l'exploitation financière et intervention quand elle survient.

Tous les outils du projet seront disponibles en français et en anglais. Des efforts particuliers sont déployés afin d'assurer la participation de femmes anglophones de Montréal. La coordonnatrice régionale du projet à Montréal est bilingue et les pairs formatrices seront recrutées parmi les francophones et les anglophones. Dans cette ville, on donnera le même nombre d'ateliers en français et en anglais.

Fédération canadienne des municipalités **361 265 $**

Programme national pour une plus grande participation des femmes aux administrations municipales

Ce projet viendra renforcer la capacité de 315 femmes de se présenter aux élections dans 20 municipalités canadiennes, principalement dans les régions rurales et éloignées. La Fédération organisera une campagne de recrutement, avec l'aide d'élues municipales actuellement en poste, afin d'identifier les femmes et, surtout, des femmes membres de minorités visibles, qui ont le potentiel de prendre une part active au pouvoir dans leur collectivité. Les participantes recrutées apprendront comment se présenter aux élections municipales. Le projet prévoit également un programme de mentorat qui jumellera des politiciennes avec 65 « protégées ». Par ailleurs, les conseils municipaux seront invités à recruter activement des femmes et à adopter une stratégie axée sur une plus grande participation des femmes dans les administrations municipales.

Tous les outils et ressources du projet, y compris le site Web, les webinaires et le matériel de presse, seront disponibles en français et en anglais. À ce jour, la Fédération a attiré un petit nombre de femmes francophones à ses ateliers de Winnipeg et de l'Île-du-Prince-Édouard. La Fédération prévoit donner à l'automne des ateliers en français à l'intention des femmes francophones du N.-B. Le programme devrait donc rejoindre un plus grand nombre de FLOSM.

OUEST

Les Essentielles (Yukon) **42 406 $**

Renforcement PluriElles

Les EssentiElles réalisent un projet de 12 mois en français, qui comporte aussi des modules bilingues sur la prévention de la violence envers les femmes et les filles. Le projet aborde trois thèmes : relations saines ; femmes et société ; femmes et pouvoir. Le projet prévoit le développement de manuel de formation sur les relations saines pour les jeunes ainsi que sur les techniques d'autodéfense. Des personnes seront formées et pourront ensuite présenter les ateliers dans les écoles et la communauté. Deuxièmement, une série d'ateliers sera offerte aux femmes et aux filles pour renforcer leurs capacités personnelles, sociales et économiques. Les formations seront appuyées par des activités de sensibilisation afin de mobiliser la communauté et de lui donner des moyens d'action tangibles pour éliminer la violence faite aux femmes et aux filles.

ATLANTIQUE

Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick inc. **173 000 $**

Projet-modèle – Accroître la participation des femmes à la prise de décisions dans les organismes communautaires

D'une durée de deux ans, le projet vise à élaborer des modèles de mentorat et des mécanismes de soutien innovateurs afin d'augmenter la participation des femmes à la direction des organismes communautaires et aux décisions qui s'y prennent. Le mentorat sera un des éléments centraux de ce projet : on préparera des femmes occupant déjà un poste de décision ou de direction dans un organisme communautaire à accompagner d'autres femmes n'ayant que peu ou pas d'expérience de l'engagement civique, pour amener si possible ces dernières à suivre leur exemple et à s'impliquer dans les décisions et la direction de leurs propres organismes communautaires. Les résultats seront communiqués à d'autres organismes et à des populations ciblées du Canada.

Centre de prévention de la violence familiale de Kent **103 132 $**

Projet-modèle – Améliorer l'accès aux services de transition pour les femmes victimes d'abus

D'une durée de deux ans, le projet vise à répondre aux besoins des femmes violentées, notamment les femmes autochtones et les immigrantes, au moment où elles font la transition vers une vie sans violence. Des modèles de prestation des services et des outils novateurs seront mis à l'essai pendant le projet afin de garantir que les femmes ayant recours aux services d'hébergement de transition profitent des nouvelles approches et normes. Le projet favorisera l'amélioration des services fournis aux femmes violentées; on communiquera les résultats et les leçons qui en seront tirées aux organismes qui traitent des enjeux similaires ailleurs au Canada.

Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne (CIPA) inc. **195 644 $**

Projet-modèle – Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux filles et aux femmes

Dans le cadre de ce projet de deux ans, on concevra et adaptera des approches de prévention de la violence. Des jeunes détermineront comment la violence touche les filles et les jeunes femmes dans leur collectivité, amélioreront leur connaissance du problème, feront l'acquisition de compétences d'animation et dirigeront des projets novateurs visant à éliminer cette violence dans leur collectivité.

Corporation au bénéfice du développement communautaire du Restigouche **300 000 $**

Projet-modèle – Améliorer l'accès des femmes entrepreneures au financement et aux occasions de croissance

Ce projet de 24 mois vise l'élaboration ou l'adaptation de programmes et d'autres mesures de soutien afin d'augmenter les avenues de croissance des PME appartenant à des femmes, notamment celles des milieux immigrants et des communautés autochtones. Une analyse comparative entre les sexes des programmes et de la planification appuiera les participantes dans leurs efforts pour faire en sorte que les programmes de création ou de développement d'entreprises et les autres mesures de soutien à l'entrepreneuriat répondent aux besoins des entrepreneures, y compris celles qui sont issues des milieux immigrants ou des communautés autochtones. Ce projet cherchera des façons d'éliminer les obstacles à la réussite des entrepreneures, notamment des solutions pratiques pour remédier aux lacunes des programmes et mesures de soutien existants.

Services à la famille Népisiguit inc. **136 500 $**

Projet-modèle – Améliorer l'accès aux services de transition pour les femmes victimes d'abus

D'une durée de deux ans, le projet vise à répondre aux besoins des femmes violentées, notamment les femmes autochtones et les immigrantes, au moment où elles font la transition vers une vie sans violence. Des modèles de prestation des services et des outils novateurs seront mis à l'essai pendant le projet afin de garantir que les femmes ayant recours aux services d'hébergement de transition profitent des nouvelles approches et normes. Le projet favorisera l'amélioration des services fournis aux femmes violentées; on communiquera les résultats et les leçons qui en seront tirées aux organismes qui traitent des enjeux similaires ailleurs au Canada.

ONTARIO

Carrefour des femmes du Sud-Ouest de l'Ontario **310 252 $**

Étincelle

D'une durée de 36 mois, ce projet à portée régionale donnera une formation en entrepreneuriat à 90 Canadiennes, immigrantes et réfugiées de langue française qui résident à London, Sarnia, Windsor ou Chatham. Le but est d'améliorer leurs conditions socioéconomiques ainsi que leur employabilité. Les huit premières semaines du projet seront consacrées à la mise à jour et à l'implantation de ressources existantes, dont celles qui ont été produites par l'Union culturelle des Franco-Ontariennes. Puis, une série de huit ateliers par année aborderont des thèmes précis reliés aux différentes étapes de la création et de la gestion d'une petite entreprise. Les participantes visiteront par la suite quelques entreprises dans la province fondées et dirigées par des femmes, dans le but de faire le lien entre la pratique et la théorie des ateliers. Cette formation ciblée, sans se comparer à un programme universitaire, permettra aux participantes d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour comprendre la réalité du monde des affaires et de l'entrepreneuriat féminin au Canada, et pour concrétiser leurs projets d'affaires.

Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario **300 000 $**

Femmes francophones et participation citoyenne au sein de la gouvernance municipale

Ce projet permettra à 100 femmes francophones en milieu linguistique minoritaire d'acquérir les compétences nécessaires pour diriger et accéder aux postes de décision au sein des comités consultatifs et des conseils municipaux. Les participantes recevront de la formation sur l'administration municipale et ses instances, sur le leadership et l'influence, de même que sur les politiques d'égalité et les mesures d'inclusion. Les participantes auront aussi au moins une séance de mentorat en groupe, en plus d'être appuyées par des décideuses associées au projet. Ces dernières travailleront également à établir des ententes avec au moins trois municipalités pour rehausser leurs pratiques/mesures favorisant la participation des femmes francophones à leurs instances. Cent autres femmes seront recrutées et inscrites à une banque provinciale de candidatures, pour référence à divers postes de décision. Tous les apprentissages seront consignés dans un guide de bonnes pratiques qui sera diffusé au terme de ce projet de 36 mois.

QUEBEC ET NUNAVUT

Femmes et villes internationales **199 070 $**

Projet-modèle : Impliquer les jeunes dans la prévention de la violence faite aux femmes et aux filles

D'une durée de deux ans, ce projet vise à concevoir ou à adapter des approches afin d'amener les jeunes à jouer un rôle dans la prévention de la violence. Des jeunes détermineront comment la violence touche les filles et les jeunes femmes dans leur collectivité, amélioreront leur connaissance du problème, feront l'acquisition de compétences d'animation et dirigeront des projets novateurs visant à éliminer cette violence dans leur collectivité.